



NOS RETRAITES ATTAQUÉES : RÉAGIR VITE ET FORT !

Jeudi dernier, Hollande est venu à la télévision nous promettre une "offensive". On n'a pas tardé à comprendre que dans son collimateur, il n'y avait ni les licenciements, ni la spéculation, mais nos retraites.

Comme partout en Europe, obéissant aux injonctions des classes possédantes, relayées par la Commission Européenne, le gouvernement prépare une nouvelle contre réforme des retraites.

Comme en 2010, la propagande se remet en marche sur le déficit des régimes de retraites, les sacrifices à consentir pour les sauver, les « *mesures inévitables à prendre de toute urgence* » !

Un terrain risqué pour le gouvernement

Une retraite décente, qui permette de profiter de la vie après le travail, et mette chacun et chacune à l'abri d'une vieillesse dans la misère, est un droit élémentaire. Ce droit est déjà mis à mal, en particulier pour les femmes dont les pensions ne représentent en moyenne que 62 % de celles des hommes. Mais le gouvernement se rappelle que la défense de ce droit a donné lieu aux puissantes mobilisations sociales de 1995, 2003 et 2010.

Le coup du dialogue social

Alors, sous prétexte que "*rien n'est tranché*", le gouvernement embringue une fois de plus les organisations syndicales dans une soi-disant négociation avec le patronat. Elle se soldera par une "conférence sociale" qui se tiendra en juin, avant de faire adopter la réforme à l'automne. De quoi ravir le Medef. La première "conférence sociale" a débouché sur l'Accord National Interprofessionnel (ANI), devenu loi de flexibilisation du travail. Voilà pourquoi Laurence Parisot passe à l'offensive, en réclamant une réforme « *sans tabou* », avec un allongement de la durée de cotisation à 43 ans d'ici 2020 et un recul de l'âge légal à « *au moins 65 ans à l'horizon 2040* » !

Faire payer les retraités ou faire travailler plus longtemps les salariés : c'est non !

Plusieurs pistes sont envisagées par le gouvernement: l'augmentation de la CSG pour les retraités de 6,6 à 7,5%, la fin de l'indexation des pensions sur l'inflation, un nouvel allongement jusqu'à

44 annuités de la durée de cotisations nécessaire pour toucher une pension complète.

Ces solutions ne sont pas nouvelles. Depuis 20 ans, la durée de cotisations n'a pas cessé d'augmenter (de 37,5 en 1993 à 41,5 annuités en 2015) et le niveau des pensions de reculer. Loin de sauver les retraites, elles les détruisent et font le lit des systèmes privés, liés à la finance.

Nos retraites ne sont ni trop élevées, ni trop longues !

C'est leur financement qui est insuffisant, miné par les licenciements en pagaille, par la stagnation des salaires, par les exonérations de cotisations.

En prenant sur les profits, en interdisant les licenciements, en embauchant là où les restructurations ont porté les cadences ou les charges de travail à un niveau intolérable, en augmentant les salaires, il y a les moyens de garantir le droit à la retraite à 60 ans maximum, à 55 ans pour les salariés ayant subi des travaux pénibles, avec 75 % du salaire brut, calculé sur les six meilleurs mois de salaire, avec 37,5 annuités de cotisation maxi.

Pour gagner, préparer l'inévitable confrontation !

Gouvernement et patronat ont, ensemble, un plan de bataille pour nous infliger un nouveau recul. Il est urgent de discuter de notre plan pour construire la contre-offensive.

Un plan qui tire toutes les leçons de l'échec de la mobilisation sur les retraites de 2010, avec ses journées d'action à répétition qui n'ont jamais préparé un mouvement de grève qui se généralise à l'ensemble du pays pour le bloquer. Pourtant, pour gagner, nous ne pourrions pas faire l'économie d'une stratégie pour construire une grève générale, un nouveau mai 1968 qui aille jusqu'au bout.

Et si le blocage du pays ne se décrète pas, voilà ce qu'il s'agit de discuter et de préparer pour que ce coup là, ça vaille le coup d'y jeter toutes nos forces.

NPA Quevilly Couronne

Vive les mutineries !

Sans doute dorment-ils tranquilles la nuit. Sans cauchemars, peut-être même rêvent –ils ! Mais à quoi donc peuvent rêver ces directeurs qui tous les jours de la semaine de travail passent leur temps à nous rabaisser, à nous mépriser, à nous réprimer ? Ils sont sûrs d’eux. Ils ne cherchent même pas des commandes pour nous, ils se contentent d’obéir servilement au Chef venu de l’Est qui ne se déplace plus que rarement dans notre usine.

Il y a bientôt 20 ans nous disions : nous ne sommes plus des moutons... Et si comme Spartacus, les esclaves qu’ils rêvent que nous soyons, se révoltaient ?

N’écoutez pas les sirènes

Postes supprimés du soir au lendemain. Personnes *invitées* à rechercher un poste dans le groupe. D’autres pour qui ILS ont pensé à un poste à quelques centaines de kilomètres... Rajoutez ceux qui sont mutés plusieurs jours par semaine à l’autre bout de la France... Et puis les mutations provisoires ou définitives. Les « vieux » qui sont conviés à partir avec une aumône après des dizaines d’années de travail dans l’usine. C’est cela les garanties d’emploi pour le site chez Schneider !

Que Beau Parleur, la Perfide Guenon ou le Kapo Toutou à son maître fassent semblant de croire que c’est bon pour l’avenir du site, normal ils sont payés pour cela. Mais nous, notre seule force c’est notre unité. Ne nous laissons pas diviser. Croire aux solutions individuelles est un leurre.

C’est ensemble que nous devons lutter pour inverser cette spirale destructrice de nos emplois, de l’usine.

Foutons-les à la porte !

Un Kapo qui n’est content que lorsqu’il sanctionne ! Un Perfide Guenon qui s’épanouit lorsqu’il fait pleurer les gens, les pousse dehors ! Et puis Beau Parleur qui veut nous faire croire tous les mensonges qu’il débite, encore plus qu’avant !

Mais si nous leurs disions : Stop ! Assez de vos coups bas et de vos discours hypocrites ! Et si nous les foutions à la porte de l’usine. Réellement. Dehors ! Sans doute Le Munster nous regarderait-il autrement. En tous cas nous y retrouverions notre dignité !

Abolition des frontières entre travailleurs !

Big Tueur avait inventé les barrières autour de la piscine pour séparer les *havrais* des *quevillais*... Son copain Géraard licencier des 174 salariés d’Impress, à Laon, n’a pas voulu être en reste : il a carrément construit une barrière entre les deux usines ! Pourtant il avait réclamé à ses directeurs de réduire leurs coûts de 20%, et bien il a trouvé des milliers d’euros pas pour nous augmenter, non. Pour nous séparer ! Effacés les presque 20 ans de vies communes, de luttes ensemble. Il ne faut pas se mélanger !

Pourtant des deux côtés de la barrière les politiques sont les mêmes : belles paroles, belles promesses, mais salariés poussés dehors, pas remplacés.

npa.quevilly-couronne@laposte.net

Des deux cotés de la barrière il nous faut rester unis pour refuser cette hérésie de nos capitalistes de patrons qui croient qu’ils peuvent gagner de l’argent sans production, sans ouvriers !

Danger !

Initiative individuelle ou ordre venu d’en haut ? A U1, il y a peu de temps, un P’tit chef a supprimé le car transportant les havrais. Sans doute pour faire des économies, mais c’est sur notre sécurité, sur notre vie qu’il fait des économies. Que dira-t-il lorsqu’un accident sera arrivé ? Souvenez-vous des deux collègues morts sur la route les conduisant au travail il y a une quinzaine d’année.

Prendre sa voiture, faire une centaine de km, de bonne heure le matin ou tard le soir, après une journée de travail, tout cela pour gagner quelques euros, est ce que cela vaut le coup ? D’autant plus que cela risque de donner des idées d’économies à Géraard. Mais peut être était-ce le but ?

Le visage meurtrier du capitalisme

Le 24 avril dernier, dans la banlieue de Dacca au Bangladesh, un énorme bâtiment de confection où travaillaient 3 000 employé(e)s du textile s’écroulait.

1 126 morts, plus d’un millier de blessés, et des dizaines de disparus : c’est le dernier bilan de l’effondrement de l’immeuble. Il faudra des manifestations de centaines de milliers d’ouvriers (dont la presse ne s’est pas fait l’écho) pour que le travail ne reprenne pas, pour que les patrons acceptent de fermer leurs usines durant le week-end et de payer les travailleurs.

Si le propriétaire de l’immeuble et les patrons criminels qui ont refusé d’évacuer leur usine sont au Bangladesh, les responsables sont ici : **Tex Carrefour, Benetton, Casino Primark, Mango Wall-Mart, H et M...**

Ils n’y sont pour rien, disent-ils, mais ils encaissent sans problème l’argent alors que leurs bénéficiaires se font au travers d’une surexploitation esclavagiste et meurtrière. Plus simple et répugnant est de chercher à culpabiliser ceux qui achètent ici une fringue à 3 euros plutôt qu’à 10. Car qui impose, ici, les petits salaires, les petites retraites, et de compter à l’euro près chaque dépense ? Qui décide d’aller exploiter la misère, cherchant ici comme là-bas, à gagner sur les deux tableaux ?

Au Bangladesh, il y a 4 à 5 millions d’ouvriers, rien que dans le textile. Depuis le drame du 24 avril, les manifestations ont forcé le patronat à s’engager sur des augmentations de salaire et sur la sécurité des ateliers. Les grèves ouvrières, les affrontements avec la police se multiplient. Leur combat pour demander des comptes aux exploités ne fait que commencer.

Leur révolte est la nôtre, leur combat est le nôtre ! La solidarité ouvrière ne connaît pas de frontières !

POUR NOUS CONTACTER :

npa.quevilly-couronne@laposte.net

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org